

Grand débat national

*Réunion organisée par les motards de la FFMC 39,
vendredi 8 mars 2019
Salle du Puits-Salé à Lons-le-Saunier*

28 participants. Début du débat : 20h15. Fin du débat 23h15.

Présentation - introduction : Francis CARRIER

- *Chaque discussion pourra aboutir à des propositions résolutions (vote anonyme).*
- Toutes ces résolutions seront listées sur un CR qui sera disponible sur la plate-forme nationale

Les quatre thèmes du Grand débat national sont abordés :

- I. Organisation de l'état et des services publics
- II. Transition écologique
- III. Fiscalité et Dépenses publiques
- IV. Démocratie et citoyenneté
- V. Sujets libres

Animation : Antoine STAFFELLI

La FFMC souhaite attirer l'attention des participants sur quelques thèmes

- *Mobilité*
- *Liberté*
- *Sécurité routière*

Mobilité, liberté et sécurité routière ne sont pas des questions incluses dans le Grand débat. Mais les motards ont décidé de les intégrer dans les différents items. 24 résolutions ont été prises au cours de ce grand débat, résumée à la fin des débats. 23 de ces 24 résolutions ont été adoptées à la majorité ou à l'unanimité. La prise de notes et la comptabilisation des votes a été assurée par trois participants.

DEBUT DU DEBAT

I. Organisation de l'État et des services publics

Sur le grand débat national :

Gérard. Comment seront décryptées les doléances de la grande consultation ? C'est un Institut sondage qui est chargé d'analyser les réponses. On peut douter de son impartialité. En grande partie, le boulot sera fait par des algorithmes. On aura affaire à des ordinateurs programmés. Dans cette programmation, des barrières sont mises aux endroits où ça fait mal à l'État. Macron a proposé et a décidé. Les doléances ne correspondant pas à la bienséance seront écartées.

Sur la problématique des motards :

Antoine. Nulle part on parle des 4 millions de personnes circulent en 2 et 3 roues motorisées (ou pas) et personne ne sait où on va. On fait grand débat sur les libertés. On veut pouvoir se mouvoir comme on l'entend. Une grosse partie des motards est concernés. Comment se faire entendre ? Le débat est un moyen.

Sur le RIC (référendum d'initiative citoyenne) :

Nono. L'Etat n'écoute pas les gens. On a réclamé un RIC. Ils veulent réorganiser les Services publics alors qu'ils les démolissent depuis 40 ans. En haut, ce sont des carriéristes, ils n'écoutent pas les gens, ne les entendent pas.

Qu'ils écoutent les gens et cessent de démolir les services publics avant de parler de les réorganiser. En fait, c'est la tête de l'État qu'il faudrait réorganiser. Mais ils ont les bonnes places avec de grands privilèges et veulent les conserver.

Alain. Sur le RIC, il faut demander l'avis au Peuple pour que le Gouvernement puisse en tenir compte. Demander au peuple et proposer une façon pour que le RIC soit pris en compte par pétition. Si un texte a suffisamment de signature, il doit déboucher sur un RIC.

Denis. On gère un pays, des finances, pas une population. Pour moi le RIC est gênant, car on risque d'avoir des demandes pas très propres. Pour ça, je crains le RIC.

Bertrand. Le RIC est un système démocratique. Le RIC Suisse est l'un des meilleurs systèmes au monde. Pour toutes les grandes décisions les Suisses sont consultés. La démocratie directe est le meilleur système qui puisse être trouvé. On devrait s'en inspirer grandement.

Hervé. On peut prendre deux exemples de référendums en France : pour la Constitution européenne et pour Notre Dame des Landes. Pour la Constitution européenne, on a demandé aux Français si c'était oui ou non, on a dit non, ils ont choisi oui. Pour NDDL, les gens de Loire Atlantique ont été favorables, ils se sont prononcés pour, mais là aussi, on s'est assis sur le vote populaire. Il faudrait que le vote soit obligatoirement appliqué.

Pierre. Avant le RIC, il faudrait pouvoir utiliser le vote blanc, pour qu'il soit comptabilisé en France. Aujourd'hui le vote blanc ne sert à rien. Si deux candidats ne conviennent pas, on vote pour le moins pire. C'est pas une bonne chose.

Sur la privatisation du contrôle radar :

Laurent : s'indigne qu'une mission régaliennne de l'État (le contrôle radar) puisse être confiée au privé. Or, ces opérateurs privés auront comme seul et unique objectif la rentabilité et feront tourner leurs voitures 24h sur 24 en écumant les routes « pièges à cons » pour faire du chiffre. On ne parle plus de sécurité routière.

Sur les transferts des services publics au privé :

Eric. On peut élargir aux transferts des services publics : il est impossible de faire carte grise auto et moto facilement. Le Gouvernement fait tout pour transférer les services publics, je me demande si l'État et Gouvernement ne font pas les choses pour qu'on ne puisse pas accéder à certains services publics.

Bertrand. Actualité récente sur Jura, la 2^e ligne du SMUR. Cela ne concerne pas que les motards, même si on est très impacté. Cela concerne nos proches. 800 interventions par année, 800 victimes potentielles au nom des économies, au nom de l'abandon du système de santé des Français. Je ne vois pas où on peut mettre mot rentabilité quand on parle de santé, de survie. Entre un motard et une mère de famille, si un choix doit être fait, ils choisiront la mère de famille. Pareil entre un jeune et un vieux, ils choisiront le jeune. Il faut s'insurger contre la destruction de notre système de santé.

Gérard. Tout ce qui ne rapporte pas de l'argent à l'État est mis de côté. Les 80 km/h, ce sont 3 millions d'euros supplémentaires avec les PV, et un budget global 1,3 milliard d'euros. Ils ne vont pas s'asseoir dessus. C'est du racket. La sécurité des Français importe peu au Gouvernement qui veut du fric. Il y a six fois plus de décès à la maison (accidents domestiques) que sur les routes ; il y a aussi 20 000 suicides par an, mais le gouvernement ne fait rien contre ces décès. Il cherche les choses qui rapportent. Le 80 est un impôt déguisé. Le Gouvernement n'a rien à faire des Français. Macron prône les bienfaits de l'Europe, l'Etat Français doit donc s'aligner sur les pays scandinaves en ce qui concerne la limitation de vitesse.

Denis : l'activité se fait au détriment des services publics. Les professionnels qui en bénéficient paient de la TVA. On supprime le SMUR, on met ambulance privée, la prestation est facturée, l'État encaisse la TVA. On donne au privé pour décharger l'État et faire de la relance.

Sur l'entretien des routes et des infrastructures :

Francis. En tant que motard, usager vulnérable, je déplore que les pouvoirs publics mettent de moins en moins de moyens pour améliorer les routes.

Gérard. L'État ne fait que supprimer les dotations aux collectivités. Les petites communes reçoivent des dotations pour les entretenir, le problème est que l'Etat réduit ces dotations. Comment voulez-vous que les communes continuent à mettre argent sur les routes alors qu'elles n'ont plus l'argent ? La dette est fictive. Elle est le fait de la loi Rothschild, qui ne sert qu'à mettre argent dans la poche des grands argentiers. Ce sont eux qui sont la cause de la dette. La dette est un moyen de pression sur les Français. En leur faisant peser le poids de la dette, on leur dit bosse et tait-toi.

II. Transition Ecologique

Alain. Qu'ils aillent emmerder les gros pollueurs plutôt que s'en prendre aux automobilistes et aux motards. La France est à 0,9, en Amérique c'est 17,2, en Asie 47,6 (grammes de CO2 par personne.) Pourquoi les véhicules de 10 ans ancienneté repartent tous dans les Pays de l'Est et Afrique. Ils ne polluent pas là-bas ? Les batteries des voitures électriques, ça va aussi polluer énormément.

Nono. C'est encore un gros foutage de lune. L'électrique va entraîner un cataclysme avec la production dans les mines cobalt lithium pour faire ces batterie. Ces carrières sont exploitées sans aucune écologie, et avec l'exploitation des travailleurs en lien avec des dictateurs. Le diesel consomme moins que l'essence. Essence consomme 20 à 25 % de plus. Pousser l'électrique, c'est encore un truc de politique. Qu'ils arrêtent de nous raconter des conneries en permanence.

Gérard. Ma moto moderne consomme moins de 3 litres aux 100. Avec 14 litres, on peut faire 420 km. La moto est une solution écologique pour les déplacements. Ce n'est pas cela qui pollue. Merkel a fermé des centrales nucléaires. Elle a rouvert en remplacement, les centrales thermiques à charbon. Derrière les grandes pollutions de Paris, les particules venaient du nord Est, des usines à charbon allemandes. Pour moi, le nucléaire n'est pas une mauvaise énergie, parce que plus propre que le charbon. Sur les énergies renouvelables, il faut être attentif, nos gouvernants ne sont que des apprentis sorciers.

Bertrand. L'Europe a reconnu que la moto était une bonne solution pour les déplacements. Si on doit passer à la voiture électrique, rien que pour alimenter Paris et sa couronne, cela nécessiterait la création de trois centrales nucléaires. Et faut penser au recyclage du matériau nucléaire... On a fermé Superphénix et revendu le brevet à des entreprises étrangères...

Laurent. S'alarme des motos à vendre, bradée par ceux qui n'auront plus le droit de rouler à cause des vignettes Crit'Air. Ce sont des motos qui ont parfois peu de kilomètres et sont en bon état. Les nouvelles motos consomment un peu moins, mais l'écart ne justifie pas qu'on mette au rebut des véhicules qui fonctionnent parfaitement bien. De plus, tout le monde n'a pas les moyens de se payer une moto neuve. Il faut l'abrogation des zones à circulation restreintes et l'abandon du système Crit'Air.

Christian. Au Viêt-Nam, il y a énormément de deux roues. Là bas, la pollution est intense avec l'industrie et elle ne s'arrête pas aux frontières. Quelle est la logique d'envoyer nos voitures n'ayant plus le droit de rouler à l'étranger ? Cette vignette Crit'Air et tout ce système, c'est un racket de plus, c'est un moyen pour nous taxer...

Nono. On est face à des dirigeants qui n'écotent rien. Si le Préfet du Jura déclare ZFE en juin, certains véhicules ne pourront plus rouler chez nous non plus et certains ne pourront plus aller au boulot. Il faut dire aux gens qu'on va leur interdire d'utiliser leur véhicule et que cela va les empêcher de travailler.

Gérard. La majeure partie des particules fines vient non pas du moteur, mais des plaquettes de frein. On essaie de nous vendre les véhicules électriques comme solution miracle, mais elles utilisent aussi (voire plus) de plaquettes de frein.

III. Fiscalité et dépenses publiques

Vincent. Avec la privatisation des Aéroports de Paris, les lobbys vont empêcher la taxation du carburant des avions.

Pierre. Par rapport à la taxation des transporteurs, si on taxe le carburant des avions et des bateaux, au final, c'est le consommateur, le clampin qui consomme qui va payer la note.

Christian : si le coût du transport impact sur les marchandises, cela incitera peut-être à remettre des usines en France.

Nono. Je n'ai jamais pris l'avion, mais si je prends un billet un jour, s'il y a un supplément pour les taxes sur le carburant, ce sera normal. Un fois dans un port, j'ai vu un yacht faire le plein. Lui est exonéré de taxes. Il a mis 100 000 litres. Le propriétaire de ce yacht ne peut pas payer les taxes comme les autres ? Moi, quand je roule avec ma moto, je les paie les taxes plein pot.

Christian. La première question est où vont nos impôts.

Pierre. Ils devraient nous fournir le détail de la redistribution de l'argent collectée par les radars et les PV dans une transparence totale, et remettre 100 % dans l'entretien des routes. Distribuer cet argent aux collectivités exclusivement pour les infrastructures routières.

Bertrand. Pour circuler, les motards ont besoin d'équipements de sécurité comme le casque, les gants, des pantalons renforcés, des chaussures de sécurité, or, la TVA sur ces produits est de 20 %. S'agissant d'équipements de sécurité, la TVA devait être supprimée ou réduite au taux des produits de première nécessité.

Nono et Alan. Pareil pour les équipements de sécurité des automobiles, comme les sièges enfant.

IV. Démocratie et Citoyenneté

Nono. On a un gros problème : on a les mêmes politiques depuis des décennies. Ils font des promesses mais ne les tiennent pas. Demande résolution : dans organisation de l'État, il faudrait des critères pour les dégager. Par exemple Juppé, mouillé dans des affaires et condamné est nommé au Conseil constitutionnel. Ce n'est pas normal !

Bertrand. Dans beaucoup métiers, il faut un casier judiciaire vierge pour exercer... avec un casier chargé, Juppé n'aurait pas dû pouvoir être nommé au Conseil constitutionnel.

Vincent. Il faudrait que les gens qui font de la politique ne soient pas francs-maçons. Les francs-maçons sont liés les unes aux autres, cela pose des problèmes de passe-droits. Ce n'est pas juste vis-à-vis du peuple. Cela influence sur la gestion de l'État.

Antoine : c'est le problème pour tous les lobbyings

Vincent : S'ils le sont (francs-maçons), qu'ils le disent. Cela s'appelle l'honnêteté.

Dans l'assistance. C'est toujours les copains des copains qui ont les postes.

Dans l'assistance. Il faudrait une 6^e République.

Dans l'assistance. Dans ce cas là, il faut déjà virer Macron...

Alan. Aux élections, on nous demande de choisir entre la peste et le choléra depuis des années, on n'écoute pas ceux qui ne votent pas ou votent blanc.

Nono. Il faudrait aussi demander des comptes aux Parlementaires sur l'utilisation des sommes qui leur sont versées pour leurs indemnités.

Francis. Le réinvestissement du pognon des amendes sur le réseau routier, une partie est déjà versée, mais cela ne suffit pas. La FFMC est pour. Elle a rédigé une proposition de loi et essaie de la faire porter par des parlementaires. Cette opération s'appelle **Rendez-nous notre pognon !**

Albert. Il faut que l'argent n'aille pas qu'à l'entretien, mais aussi aux accidentés de la route.

Antoine. En gros, il faudrait 1 million d'euros par an pendant 20 ans pour que le réseau Français redevienne à un état correct.

Cathy : ce serait plus que cela vu qu'il faut refaire les routes tous les 10 ans.

Gérard : Il y a aussi du laxisme de la part des collectivités territoriales, l'entretien n'est pas toujours fait. On ne devrait pas avoir un nid de poule sur les routes.

Dans l'assistance. Pour résumer, il faudrait revoir la rémunération des élus, interdiction cumul des mandats et des retraites, réduire le nombre des élus, réduire le train de vie de l'État, supprimer les privilèges des anciens présidents et anciens premiers ministres.

Eric. Quand on change entreprise ou qu'on part à la retraite, l'employeur ne paie plus pour son ex-salarié. Je ne vois pas pourquoi quelqu'un qui n'est plus président, continue d'être rémunéré et tous ses privilèges payés . Je ne vois pas non plus pourquoi c'est à moi, contribuable, de payer pour les obsèques de l'épouse d'un ancien chef de l'État ou l'époux d'une parlementaire.

Bertrand. Il faut aussi envisager le contrôle des hauts fonctionnaires vis-à-vis du privé (pantouflage). Ils ont les clés des ministères, connaissent tous les dossiers, et vont ensuite s'en servir dans le privé.

Pierre. Quand les guignols qui se présentent aux élections n'ont pas assez de voix, le vote ne devrait pas être validé. On devrait recommencer tout le processus, mais eux n'auraient plus le droit de se représenter à cette élection.

Nono. Il y a de grosses divisions dans le pays. Plein de gens ne vont pas voter parce qu'ils savent que s'ils votent blanc, cela ne sert à rien. Depuis 30 ans, les gens votent par dépit. Si les votes blancs étaient comptabilisés, les gens retourneraient voter, et cela pourrait changer la face de la politique.

Bertrand. Se prononce pour le vote obligatoire, comme en Belgique ou en Suisse.

Francis. N'est pas forcément pour le vote obligatoire, au nom de la liberté de chacun, mais estime que c'est la formation qui doit inciter les électeurs à aller voter.

Bertrand. Quand on incite les gens à ne pas y aller, on aliène ce droit. Vote obligatoire.

Antoine. Cela doit rester un devoir, en faire une obligation va infantiliser un peu plus les électeurs.

Nono. Il faut changer le système. On entend beaucoup de monde se plaindre, mais si on avait eu plus de monde dans la rue, on n'aurait pas de grand débat. On sait que c'est le mouvement de rue qui nous aurait permis d'obtenir des réformes. Mais les Gilets jaunes n'ont pas souhaité se fédérer. Pour moi, aller voter doit devenir un devoir. Si le vote blanc avait été pris en compte à la dernière présidentielle, on n'aurait plus Macron, on n'aurait plus Le Pen. Dans une entreprise, un vote blanc est un vote contre. Le vote blanc devrait être un vote contre.

Laurent. Il y a en France un vrai problème démocratique. Les 80 km/h ont été décidé par le Premier ministre seul dans son bureau, alors que les Français, et même Macron étaient contre. Il s'est assis sur une promesse de campagne du Président qui était défavorable aux 80 et l'avait dit aux associations comme 40 millions d'automobilistes. C'est passé par décret, sans consultation du Parlement. Je demande donc l'abrogation des 80. t l'interdiction pour un président qui aurait été élu avec moins de 50 % des inscrits, de pouvoir gouverner par décret, ordonnance ou via le 49-3. Puisqu'il n'a pas eu la confiance d'une majorité de Français, il serait logique qu'il ait moins de pouvoirs.

Francis. En Belgique, il n'y a pas eu de Gouvernement durant plusieurs mois. La Belgique ne s'est pas cassée la gueule pour autant...

Sujets libres

Sur les retraites et les revenus :

Alain. Qu'on nous rende l'argent volé et que les retraites soient indexées sur le coût de la vie.

Alan. Les salaires aussi !

Josiane : et les prestations des personnes handicapées.

Sur la loi « anticasseurs » :

Francis. Castaner a proposé une loi « anticasseur » qui est anti-citoyenne et anti-manifestations. Elle va donner tout pouvoir au Préfet d'interdire des citoyens d'aller aux manifestations. C'est une loi despotique. Je demande son abrogation.

Service publics et distribution de l'eau :

Vincent. Dans mon village, l'eau est gérée par la commune. J'ai peur que l'eau, besoin humain pour tout le monde, reste dans le domaine public et n'aille pas dans le privé. Je demande qu'on ne privatise plus les services dont tout le monde a besoin.

FIN DU DEBAT

VOTE DES RESOLUTIONS

Plusieurs résolutions ont été votées par l'assemblée. En voici le résultat.

RESOLUTION 1 : êtes-vous pour ou contre le transfert des pouvoirs régaliens de l'État au privé ?

(contre 20, pour 5)

RESOLUTION 2 : Etes-vous pour ou contre la mise en place du RIC ?

(pour 25, contre 2)

RESOLUTION 3 : êtes-vous pour ou contre le maintien des services de santé de proximité ?

(pour 24, contre 1)

RESOLUTION 4 : Etes-vous pour ou contre l'obligation qui serait faite aux élus de tenir leur promesses électorales ?
(pour 25, abstention 1)

RESOLUTION 5 : Etes-vous pour ou contre rendre obligatoire d'avoir un casier judiciaire vierge pour tout mandat électif ?
(pour 25)

RESOLUTION 6 : êtes vous pour ou contre abroger la loi dite « Rotschild » de 1973 qui empêche l'État Français emprunter à la Banque de France à taux zéro ?
(pour 23, contre 2)

RESOLUTION 7 : Etes-vous pour ou contre l'abrogation des restriction de circulation des véhicules anciens ?
(pour 15, contre 7)

RESOLUTION 8. Etes-vous pour ou contre la suppression de l'exonération des taxes sur le carburant pour les gros pollueurs que sont les avions de ligne et bateaux de croisière, bateaux marchands ?
(23 pour, 2 abstentions)

RESOLUTION 9. Etes-vous pour ou contre que l'argent des amendes des police aille intégralement à l'entretien des infrastructures ?
(pour 24, abstention 1)

RESOLUTION 10. Etes-vous pour ou contre la ré-instauraton de la taxe flottante sur le carburant (TIPP Flottante).
(pour 21, contre 2, abstentions 2)

RESOLUTION 11. Etes-vous pour ou contre la suppression de la TVA sur les équipements servant à la sécurité des motards.
(pour 23, abstentions 2)

RESOLUTION 12. Etes-vous pour ou contre l'abrogation du décret sur les 80 km/h ?
(pour 25)

RESOLUTION 13. Etes-vous pour ou contre la limitation des pouvoirs du Chef de l'État (pas de décrets, pas de 49-3, pas d'ordonnances) si celui-ci a été élu avec moins de 50 % des électeurs inscrits.
(pour 24, contre 1)

RESOLUTION 14. Etes-vous pour ou contre l'obligation d'un quorum physique des 2/3 au parlement pour l'adoption des lois ?
(pour 25)

RESOLUTION 15. Etes-vous pour ou contre l'abrogation pure et simple de cette loi « anticasseurs », antimanifestations.
(pour 24, contre 1)

RESOLUTION 16. Etes-vous pour ou contre la suppression des cumuls et privilèges liés aux fonctions des élus et anciens élus.
(pour 25)

RESOLUTION 17. Etes-vous pour ou contre la comptabilisation et prise compte du vote blanc lors des élections ?
(pour 25)

RESOLUTION 18. Etes-vous pour ou contre la faire du vote blanc un votre contre.
(pour 22, contre 1, abstention 2)

RESOLUTION 19. Etes-vous pour ou contre la rendre le vote obligatoire sous peine d'amende ?
(pour 3, contre 19, abstention 3) **CETTE RESOLUTION EST REJETEE**

RESOLUTION 20. Etes-vous pour ou contre la mise en place d'un quorum aux élections, c'est-à-dire l'obligation pour un élu d'avoir au moins 50 % des voix + 1 voix au deuxième tour pour être élu ?
(pour 24)

RESOLUTION 21. Etes-vous pour ou contre le retour à l'indexation des salaires, des retraites et des pensions d'invalidité sur le coût de la vie ?
(pour 25)

RESOLUTION 22. Etes-vous pour ou contre que les Gouvernements arrêtent de ponctionner les caisses de retraite et les mutuelles par des taxes ?
(pour 25)

RESOLUTION 23. Etes-vous pour ou contre demander l'arrêt du démantèlement des services publics ?
(pour 24)

RESOLUTION 23. Etes-vous pour ou contre que le Gouvernement arrête de nous prendre pour des cons ?
(pour 25)